

Compte rendu du Séminaire/ CA élargi 11 et 12 décembre 2015, Centre Valpré, Lyon

Un séminaire regroupant les membres du CA, des salariés, des bénévoles et des intervenants extérieurs intéressés par l'action de M&D a été organisé à Lyon - Valpré les 11 et 12 décembre 2015.

Le séminaire s'est déroulé selon le programme suivant :

Vendredi 11 décembre 2015 : Ouverture du Séminaire avec présentation des objectifs et introduction sur le climat politique actuel et ses implications sur le sens de l'action de Migrations et Développement. Ateliers de travail et restitution des travaux.

Travail en ateliers :

Atelier 1 : Les migrants sub-sahariens au Maroc

Atelier 2 : Agriculture familiale

Atelier 3 : Commercialisation des produits du terroir / Accompagnement des coopératives

Après-midi : Débat sur le thème migrants sub-sahariens avec Jean-François Ploquin. Présentation par Abderrazak des évolutions 2015 par rapport au séminaire 2014, avancement du projet DRIM

Samedi 14 décembre 2015 : Suite des restitutions des ateliers et questions transversales

Atelier 4 : La Communauté de Développement Solidaire

Atelier 5 : Jeunesse et Education au Développement / Solidarité internationale

Atelier 6 : Ecole pratique de Développement des Territoires et Formation interne

Introduction du président, Jacques OULD AOUDIA

Un environnement assombri en 2015

Nous avons tous conscience de vivre **une période particulière**, en tous les cas en Europe, marquée par le sentiment diffus que nous sommes entrés dans une zone où **l'incertitude, l'insécurité**, se sont accrues considérablement.

La crise que nous vivons depuis 2008 n'est pas seulement économique et financière, elle est aussi sociale, politique, morale. S'ajoutent les enjeux environnementaux.

De larges parties des sociétés se sentent doublement agressées : socialement et dans leur identité face à l'ouverture sans limites à la globalisation dont elles ne voient aucun bénéfice. Elles réagissent partout dans le monde occidental, en portant leurs voix aux partis de droite radicale, qui exacerbent les divisions et l'opposition à l'autre, à l'étranger.

La décomposition du Proche Orient tel que le XX^e siècle colonial l'avait dessiné (Syrie, Iraq, Liban) ajoute une dimension d'insécurité régionale qui s'est diffusée à tous les pays du bassin méditerranéen, Libye et Yémen compris.

Les violences terroristes affectent un nombre croissant de pays : Turquie, Liban, Tunisie, France, Grande Bretagne, après l'Espagne, mais aussi Mali, Tchad, Niger et Nigeria, sont touchés. Un flux de réfugiés qui n'a comme précédents que les mouvements de population de l'après seconde Guerre mondiale s'est déclenché, qui arrive en Europe, dans une Europe déjà recroquevillée sur elle-même.

En France, les attentats de 2015, commis par des jeunes français, posent la question de l'intégration d'une frange de la jeunesse issue de la migration.

Au Maroc, on assiste à de multiples phénomènes liés aux mouvements de population : retours de migrants dans les pays en crise (Italie, Espagne et marginalement France), retours d'urgence des pays en guerre (Yémen, Libye, Syrie, Iraq), arrivées de migrants sub-sahariens...

Tous ces phénomènes qui sont survenus avec une rapidité surprenante, composent **un paysage complexe**, dans lequel nous devons situer M&D. Une partie de nos travaux portera sur ces points, dans une optique modeste, à notre échelle.

Pour nous en tant qu'individus, cette sombre situation souligne fortement la nécessité de **donner du sens à nos actions**. A celles que nous menons dans nos milieux professionnels, ici et là, mais aussi à l'action que nous menons collectivement avec l'association Migrations & Développement, sur les thèmes particulièrement sensibles pour lesquels nous nous engageons.

Restitution des travaux en atelier.

Atelier 1 : Les migrants sub-sahariens au Maroc.

Animateurs : Jean Baetz et Abderrazak, invité Jean-François Ploquin

Le rapport de la CNDH (la Cour Nationale des Droits de l'Homme du Maroc) publié en 2013, recommande l'élaboration et la mise en place d'une nouvelle politique publique relative aux étrangers sur le territoire national, qu'ils soient réfugiés, demandeurs d'asile, réguliers ou irréguliers. Ce rapport, « Etrangers et droits de l'Homme au Maroc : pour une politique d'accueil et d'immigration radicalement nouvelle », met en lumière les nombreuses mutations des migrations internationales (flux diversifiés, féminisés, complexifiés, mondialisés) et les conséquences que celles-ci ont en termes d'accueil et de Droits. La Cour appelle donc à une politique migratoire plus humaniste, plus responsable, rejoignant en cela les instructions royales sur ces questions, qui souhaitent faire du Maroc un état pionnier dans ce domaine. L'adjonction au Ministère des Marocains à l'étranger des « affaires de la migrations » montre que ces problématiques sont prises en compte dans une stratégie nationale, qui vise :

- A faciliter l'intégration des immigrés réguliers
- A mettre à niveau le cadre réglementaire
- A adapter le cadre institutionnel
- A gérer les flux migratoires

Ce texte est devenu la référence de négociation avec l'Union Européenne. Il a abouti à de nombreuses opérations de régularisations, permettant l'accès à la carte de séjour et aux droits associés pour des travailleurs immigrés mais surtout pour les enfants apatrides.

En 2014, l'ambassadeur de l'Union Européenne au Maroc est venu rencontrer M&D pour comprendre le **positionnement de l'association vis-à-vis de l'afflux sur le territoire de migrants sub-sahariens et syriens.**

L'une des réponses possibles est de travailler en lien avec des associations d'étudiants (du Mali ou Sénégal, notamment) déjà formées ou des organisations internationales (HCR, OIM) afin d'organiser des ateliers de sensibilisation à la migration et à la traite humaine pour les acteurs locaux (collectivités locales voire jeunes).

Migrations & Développement peut également jouer comme à son habitude le rôle de facilitateur en proposant, auprès des migrants sub-sahariens, des ateliers d'alphabétisation pour l'arabe dialectal ou le français.

Le constat est fait que les villages sont fort peu touchés par ce phénomène, qui concerne principalement les grosses villes. Le questionnement de MD est le suivant :

Quel peut-être le positionnement de l'association sur une thématique ne concernant pas prioritairement ses zones d'action et sur un public qu'elle connaît peu ? Comme à son habitude, MD peut travailler en appui à d'autres acteurs (associations formées ; collectivités) mais il n'y a pour l'instant pas d'associations militantes sur l'accès aux droits et sur le plaidoyer avec lesquelles elle pourrait travailler. Il peut être intéressant pour M&D de repérer des « leaders » parmi les immigrés au Maroc, des personnes écoutées et pouvant représenter leur communauté d'origine, susceptibles de développer, à terme, des projets de solidarité avec leur région de départ.

La question des **Marocains de retour** (suite à une guerre ou la crise dans leur pays d'accueil) se pose aussi : comment les prendre en compte, les accompagner dans leur retour, comment valoriser leur expérience ? On pourrait prendre l'exemple du « Radar des compétences » du GRDR.

La migration évolue, et Migrations & Développement va être amené à se positionner sur des thématiques desquelles l'association n'est pas a priori spécialiste (les migrants sub-sahariens, les Marocains de retour sans grand capital économique).

Nous sommes au début de la réflexion et des contacts commencent à être pris, dans le travail avec les institutions et le lien avec des associations issues de migration. Mais des questions fondamentales ressurgissent : quel est le lien concret de MD avec les migrants ? Avec les associations de défense de Droits de l'Homme ? Comment se positionne-t-elle vis-à-vis des institutions ?

Atelier 2 : Agriculture familiale

Animateur : Patrick, invitée Aïcha ROCHDI co-présidente de Terre et Humanisme

Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement touchent particulièrement le Sud du Maroc. Ce phénomène global, qui gagne heureusement en médiatisation jour après jour, amène davantage de craintes que de solutions locales, qui cependant existent. L'agro-écologie semble être une des réponses les plus appropriées à ces changements radicaux.

L'éducation à l'agro-écologie, un enjeu fort pour le territoire. L'agriculture est dévalorisée au Maroc, les jeunes ne s'y intéressent plus, ce qui est particulièrement dommageable. Il y a un enjeu fort d'éducation sur ces thématiques, et notamment auprès des enfants et des femmes,

plus susceptibles de s'interroger sur leurs pratiques et les remettre en cause. Cette éducation peut se faire par l'exemple : Migrations & Développement a ainsi choisi 3 fermes pilotes, toutes marquées d'un problème spécifique (sol en pente, sol trop épuisé, trop salinisé) rendant impossible la pratique agricole conventionnelle, pour y tester les techniques propres à l'agro-écologie. En permettant in fine une meilleure infiltration de l'eau, en revitalisant à terme les sols, en diversifiant les cultures et en les associant pour de meilleurs rendus, le but est de prouver que cette pratique s'accorde parfaitement aux spécificités du territoire et que, moins coûteuse, facilement exportable, elle peut avoir des bénéfices immenses pour la région. Il s'agit donc de promouvoir l'agriculture familiale en alliant expertise locale des habitants et pratiques agro-écologiques pour en faire le point cardinal du développement rural de la région. L'enjeu s'articule également autour de l'identification de jeunes agriculteurs que M&D pourrait appuyer. Cet atelier a donc permis de réaffirmer l'importance de l'éducation à l'agro-écologie et à l'environnement auprès des enfants, des femmes, des professeurs et des agriculteurs.

« Une Oasis en tout lieu », de la revitalisation des sols à la revitalisation du territoire. La région souffre depuis des dizaines d'années de la sécheresse, et le cercle vicieux (baisse des rendements > augmentation du cheptel > augmentation de l'érosion des sols > baisse des rendements) ne cesse ses dégâts. Le développement d'une pratique respectueuse des sols, qui les revitalise et permet à un plus grand nombre de vivre de sa production, peut endiguer l'exode des jeunes et relancer une dynamique de développement vertueux du territoire, qui touche non seulement l'agriculture, mais également le tissage, puis le tourisme, qui fasse vivre la région.

Du diagnostic à l'évaluation. Ce volet agriculture est lancé depuis un an dans le cadre du projet DRIM, et le questionnement actuel est de savoir comment le faire avancer, le faire évoluer. Nous bénéficions du regard croisé de Patrick Eschapasse, de retour de deux missions de terrain au Maroc, et de Terre et Humanisme Maroc (THM), notre partenaire sur ce projet.

Patrick est chargé de faire le « point zéro » sur les techniques agricoles en vigueur et Aïcha Rochdi doit s'occuper du diagnostic des indicateurs. Le constat est fait que les conditions d'élevage peuvent et doivent être améliorées (béliers, nourriture, qualité du fourrage) et que des pratiques (arrachage de masses de végétation pour le chauffage) doivent faire l'objet de sensibilisation. L'un des problèmes les plus inquiétants semble être l'état de l'enseignement (professeurs démotivés, peu convaincants, jeunes désintéressés).

Il est convenu que les agriculteurs doivent faire leur propre évaluation, basée sur des indicateurs facilement utilisables et qu'ils peuvent être aidés en cela par M&D et ses partenaires. Des laboratoires peuvent, dans un premier temps, faire des analyses des sols ou l'analyse de la biomasse à très faible coût. Par exemple, le nombre de cultures peut être un indicateur pertinent. L'utilisation d'un outil (tableau) centré sur la diversification des cultures et rempli progressivement par les agriculteurs est une des solutions proposées. Une partie de la formation dispensée doit s'axer sur l'utilisation de tels outils.

Le processus de valorisation de l'agro-écologie doit aussi être mené auprès des pouvoirs publics, en associant le Ministère de l'Agriculture afin de prouver, de manière empirique, les avantages d'un tel modèle agricole. L'intérêt de ces projets pilotes réside donc dans leur capacité de convaincre les acteurs de la région afin de diffuser plus largement ces pratiques à l'échelle du territoire.

L'essai puis la valorisation de l'agro-écologie peuvent donc permettre de revaloriser le rôle de l'agriculture, revitaliser la région et entraîner un cycle vertueux entraînant les autres partenaires. L'Ecole Pratique du Développement Rural a un rôle fondamental à jouer dans cette dynamique, qui impliquera à terme une meilleure valorisation de la laine et d'autres produits issus de l'agriculture. Cette valorisation, cette revitalisation doit s'accompagner d'un soutien fort à une meilleure commercialisation des produits du terroir.

Atelier 3 : Commercialisation des produits du terroir / Accompagnement des coopératives

Animateur Bérangère, invité Axel FRICK

Les coopératives ont pour but de renforcer les capacités des acteurs du terrain, de leur permettre de mieux se défendre face aux acheteurs et ainsi d'obtenir de meilleurs prix à l'achat de leurs produits, plus respectueux du travail effectué. Aujourd'hui, si l'on note une amélioration au niveau de l'étiquetage des produits, il faut faire le constat d'échecs, d'erreurs dans cette stratégie commerciale, et en tirer les enseignements pour mieux rebondir.

Un vrai travail de réseau avec les partenaires. L'absence de stratégie commune, concertée de développement entre les acteurs de la commercialisation des produits du terroir est préjudiciable. L'expérience positive du partenariat de M&D avec Altro Mercato en Italie semble ainsi nous apporter des éléments de réponses : la démarche est réussie grâce à un dialogue permanent entre les structures et un suivi régulier, du début à la fin du projet. Il existe sur le territoire de travail de M&D des coopératives qui fonctionnent bien et qui peuvent être de bons appuis à la continuation de l'action.

Ces nouveaux partenariats doivent être développés, multipliés, renforcés pour avoir des retombées concrètes sur les producteurs. Ceux-ci ne peuvent en effet pas se permettre des retards de paiements ou des erreurs de gestion des stocks comme ils ont connu avec la boutique solidaire, quand bien même ils seraient mieux payés, ce qui explique qu'ils se tournent malheureusement vers les circuits traditionnels de commercialisation, moins équitables mais plus fiables pour l'instant.

Pour Axel Frick, de l'association Citoyens de la Terre, il faut **développer « l'intelligence territoriale »**, créer et renforcer les liens inter-filières, permettre la structuration du réseau et bâtir des relations fortes de confiance entre les acteurs.

Cette confiance peut se bâtir en travaillant sur un point faible déjà observé dans l'expérience, **le manque de compétences dans la commercialisation**. Les coopératives accompagnées par M&D souffrent d'un manque de compétences de gestion, de management : il y a un enjeu fort de formation et d'accompagnement. La boutique nécessite une personne dont le métier et la vocation sont de vendre, qui possède « l'énergie commerciale », la commercialisation et la vente nécessitent des investissements. Comme le dit Jacques Sibony : « On a les compétences pour la production, moins pour la commercialisation ». Il faut bâtir une vraie stratégie commerciale qui puisse permettre le développement de la valeur ajoutée des produits du territoire, et notamment dans l'exportation.

Toutefois, il faut garder une attention particulière à ce que les produits restent accessibles pour les locaux. L'idée d'un prix différencié (local – export) semble être partagée par tous.

M&D possède les outils pour les deux tâches qui semblent fondamentales pour ce volet commercialisation des produits du terroir : **la professionnalisation de la commercialisation, le renforcement du lien inter-partenaires**. Parmi ces outils, l'Ecole Pratique de Développement Rural peut jouer un rôle important dans la formation des acteurs et, à terme, la structuration du réseau, quand la Communauté de Développement Solidaire peut permettre le développement des filières de commercialisation et d'exportation.

Atelier 4 : La communauté de Développement Solidaire

Animateur : Aouatif, invité JB Meyer (IRD)

A l'occasion de cet atelier, La CDS, qui a pour but de relier les acteurs des territoires avec les membres de la diaspora marocaine et de cœur dans le but de faire émerger des projets de développement socio-économiques, a fait rapidement émerger quelques enjeux forts. Autour des questions comme : *où sont passés les migrants ? Et où et comment les mobiliser ?*, le débat s'est animé autour des migrants et de la plateforme CDS.

En effet, nous constatons, et notre invité Jean-Baptiste Meyer nous le confirme, que les migrants désertent de plus en plus les associations. Pour pallier à ce changement Migrations & Développement doit donc penser à de nouvelles façons de connecter la diaspora à leur territoire d'origine. Comme dans l'exemple des incubateurs de diasporas en Amérique du Sud, présenté par Jean-Baptiste Meyer, il est possible de créer de nouveaux espaces d'interaction visant à terme le développement de projets et leur maturation sur le territoire. Les migrations changent, et la plateforme peut être un outil de renouvellement du travail de M&D, qui ne peut plus travailler avec les diasporas comme auparavant.

CDS, dont le projet est lancé depuis plus d'un an, prendra la forme d'une plateforme web permettant de relier des acteurs avec des besoins mais aussi des compétences diverses, pouvant faire l'objet d'échanges, de partages constructifs.

Après avoir partagé les expériences de **Jean-Baptiste Meyer** (projet les incubateurs de diasporas en Amérique latine), M&D peut dorénavant mieux appréhender les limites et les potentiels liés au projet CDS grâce aux enseignements tirés de ce projet :

- Ne pas perdre beaucoup de temps sur le développement informatique et se concentrer davantage sur l'aval socio - technique pour mobiliser et sensibiliser la diaspora ;
- Pour une bonne mobilisation, deux temps sont nécessaires : un temps de communication pour faire connaître la plateforme et un temps plus long afin d'identifier et caractériser des profils spécifiques dans la diaspora. La communication autour de la plateforme aidera à identifier la diaspora mobilisable ;
- il est impératif d'animer les communautés de développement solidaire par un community manager avec un financement pérenne ;
- la plateforme web de la CDS doit être un espace d'interactions massives où on attire les membres de la diaspora, et leur offre des espaces collaboratifs de travail pour qu'ils interagissent entre eux. Il est aussi important de concentrer les besoins du territoire dans un espace vitrine comme la plateforme de la CDS.

Conclusion : la plateforme implique donc un fort travail pour le Community Manager, devant faire vivre le site, tout en conservant un équilibre entre diaspora, contributeurs et projets. Nous ne sommes plus dans un schéma classique de rencontre d'offre et de demande de projets déjà écrits unilatéralement : CDS doit permettre la co-construction progressive des projets (c'est la différence entre une bourse d'échange et une plateforme interactive). Il y a un enjeu pour M&D, de se faire mieux connaître, d'« apparaître sur l'atlas de la e-diaspora », pour pouvoir rencontrer et mobiliser plus aisément la diaspora. Cette mobilisation ne peut pas se faire uniquement par du travail informatique, cela nécessite tout de même de bonnes ressources humaines. Il y a un travail important à effectuer pour que la CDS soit interactive, régulièrement utilisée et améliorée et contribue au développement de nombreux projets. CDS peut être aussi un levier pour contribuer au rajeunissement de M&D, que ce soit au niveau des adhérents ou du CA.

Atelier 5 : Jeunesse et Education au Développement / Solidarité Internationale Animateur : Emilie, invité Bamadi Sanokho

Jeunesse, identité et solidarité. On assiste aujourd'hui à un retour en force, et violent, de la question de l'identité, et particulièrement chez les jeunes. Perdus, déboussolés, à la quête de leur identité, les jeunes, qui pourraient être des acteurs fondamentaux du changement, sont tentés par la force des choses de se replier sur eux-mêmes plutôt que de s'engager dans la solidarité.

Migrations & Développement, et tous les acteurs ayant participé de plus ou moins loin à des chantiers échanges de jeunes, savent la force de l'impact de tels dispositifs, sur le jeune, sur son ouverture au monde, sa volonté d'engagement. M&D possède une réelle expérience dans ce domaine, elle a les contacts, c'est un atout formidable d'obtenir de nombreux partenaires rencontrés. Relancer avec entrain les chantiers, c'est aussi questionner la notion de Solidarité Internationale, qui se résume souvent à une pratique du Nord vers le Sud. Après la question essentielle de l'identité, c'est la question des rapports Nord-Sud qui est soulevée par cet atelier.

La SI peut beaucoup apporter aux deux territoires, il faut que ce soit un vrai échange entre les jeunes d'ici et de là-bas.

- Développer les échanges entre les Conseils de Jeunes au Maroc et des groupes de jeunes en France
- Soutenir les associations promouvant le Service civique et le volontariat au Maroc
- Développer la citoyenneté méditerranéenne
- Valoriser ce qui a été fait dans le cadre des échanges (interviews, créations numériques)

Migrations & Développement, une association d'éducation populaire ? MD a sans hésiter des outils et une expérience forte dans les chantiers échanges, dans le dialogue avec et entre les jeunes. Contribuer à la mobilité, à la citoyenneté, à l'engagement sont des enjeux forts pour l'association, mais des enjeux auxquels elle est en mesure de répondre, et auxquels de nombreux partenaires attendent qu'elle réponde.

D'avis unanime, l'association devait se relancer dans ces projets.

Atelier 6 : Ecole pratique de Développement des Territoires et Formation Interne

Animateur : Marir, invitées Corinne Lajarge & Catherine Delhayes (CIEDEL)

L'école pratique de développement des territoires est un outil qui a été cité dans tous les ateliers et il semble que de nombreux acteurs à M&D comme ailleurs se reposent sur les formations professées dans cette école. Pour rappel, l'école se structure autour de trois principes, à savoir la définition de la formation à partir des besoins réels, l'élaboration de la dite-formation par les pairs et l'évaluation indispensable des actions menées. M&D a pu bénéficier du regard de Catherine Delhaye, directrice du CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local) et de Corinne Lajarge, chargée de mission et formatrice au sein de la même institution.

Après l'atelier, le constat fut le suivant : le diagnostic interne n'a pas été assez poussé par M&D avant le lancement de l'Ecole. Pour construire des outils et des formations adaptées aux besoins locaux, il est nécessaire de capitaliser davantage sur ce qui a été fait précédemment sur le territoire, en plus de la précédente étude menée par Odile Balizet. Le travail de recensement de l'existant ne doit pas être négligé afin d'identifier les meilleures pratiques et de définir les besoins effectifs.

L'Ecole doit, de l'avis des participants à l'atelier :

Par rapport aux enjeux opérationnels et pédagogiques :

- développer des outils propres et notamment formaliser une offre précise de formation en s'axant sur quelques thématiques au début ;
- développer sa double facette, à savoir :
 - o la formation métier / pratique
 - o la formation des élus, agents des collectivités locales etc.
- développer la formation-action ;

Par rapport aux enjeux stratégiques et partenariaux :

- envisager de développer des synergies avec le système universitaire, notamment dans le but de valoriser la formation via une certification des acquis ;
- Accentuer les liens avec la région pour reconnaître l'Ecole comme formatrice d'agents de développement ;
- devenir un outil de capitalisation (travailler en interne, proposer de nouvelles formations plus valorisées, comme le montage de projets auprès des agents de développement communaux) ;
- mieux cadrer le rôle du Comité Scientifique et Pédagogique.

L'accompagnement des élus devient une facette importante du travail effectué à l'école. Les communes ont la responsabilité du développement communal, et nombre d'entre elles ont contacté M&D pour l'accompagnement de leurs élus. La place de l'association dans le développement local est de plus en plus importante. La question désormais est de capitaliser cette reconnaissance.

Questions Transversales

- Faire attention, lors du dépôt de nouveaux projets, à la charge de travail des salariés et notamment des chefs de pôle

Propositions suite au séminaire (en vrac) :

- Se relancer dans les projets de chantiers échange
- Valoriser davantage les projets de M&D
- Mieux communiquer (Site, CDS, Regards)
- Développer plus de formations dans le cadre de l'EPDT
- Favoriser le rapprochement des coopératives
- Mobiliser l'e-diaspora
- Mettre en lien les élus et la diaspora via la CDS
- Se rapprocher des associations d'étudiants migrants au Maroc
- Décloisonner M&D, rencontrer d'autres acteurs de la SI
- Sensibiliser les agriculteurs à la question des mutuelles

Photo

